



MARCHÉ PUBLIC DE SERVICES
passé selon une procédure adaptée conformément aux articles 42 de
l'ordonnance 2015-899 du 23 juillet 2015 relatif aux marchés publics et 27
du décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics

OPERATION : Schéma Directeur de Restauration et d'Aménagement du Grand Palais

OBJET DU MARCHÉ : Inspection vidéo de descentes d'eaux pluviales

TITULAIRE :

N° de Marché :

Date : Février 2018

S O M M A I R E

<i>Article 1 - Objet du marché</i>	7
<i>Article 2 - Intervenants</i>	7
2.1 - Maîtrise d'ouvrage :	7
2.2 - Mandataire	7
2.3 - Maîtrise d'œuvre :	8
2.4 - Ordonnancement, pilotage et coordination :	8
2.5 - Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé :	8
2.6 - Coordination des systèmes de sécurité incendie :	8
2.7 - Contrôle technique :	8
<i>Article 3 - Pièces constitutives du marché</i>	8
<i>Article 4 - CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION</i>	9
4.1 - Autorisation et conditions d'accès	9
4.2 - Application du SEDI	10
4.3 - OBLIGATIONS DE SECURITE	10
4.4 - SECRET PROFESSIONNEL	11
<i>Article 5 - Sous-traitance</i>	11
<i>Article 6 - Montant du marché</i>	12
<i>Article 7 - Détermination des prix de règlement – Modalités de règlement</i>	13
7.1 - Nature des prix	13
7.2 - Modalités d'actualisation des prix	13
7.3 - Choix de l'index de référence	13
7.4 - Modalités de règlement	13
<i>Article 8 - Durée – délais d'exécution – pénalités</i>	14
8.1 - Durée - délais d'exécution	14
8.2 - Pénalités	14
8.2.1 - Dépassement des délais de production des documents	15
8.2.2 - Production des attestations d'assurance de responsabilité civile	15
8.2.3 - Transmission des contrats de sous-traitance au pouvoir adjudicateur	15
<i>Article 9 - Cession de créance</i>	15
<i>Article 10 - Résiliation – Mesures coercitives</i>	16
10.1 - Résiliation pour motif d'intérêt général	16
10.2 - Résiliation du marché aux torts du titulaire	16
10.3 - Exécution de la prestation aux frais et risques	16
<i>Article 11 - Achèvement de la mission</i>	17
<i>Article 12 - Avance</i>	17
<i>Article 13 - Différends et litiges</i>	17
<i>Article 14 - Assurances</i>	17
<i>Article 15 - Déclaration</i>	17
<i>Article 16 - Dérogations</i>	18

A remplir par le candidat, ENTREPRISE UNIQUE

CONTRACTANT :

La société (*préciser nom*) dont le siège social est à (*à préciser*),

Représentée par (*à préciser*),

Numéro SIRET : (*à préciser*),

Numéro RCS : (*à préciser*),

Code NAF (anciennement APE) : (*à préciser*),

TVA intracommunautaire : (*à préciser*),

Téléphone : (*à préciser*),

Fax : (*à préciser*),

désigné ci-après par le « titulaire »

Après avoir pris connaissance du présent acte d'engagement valant cahier des clauses particulières (AE-CCP) et des documents qui y sont mentionnés et après avoir établi la déclaration prévue à l'article 48 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

Le candidat déclare sur l'honneur :

- 1) n'entrer dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner obligatoires prévus aux articles 45 et 48 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015.
- 2) être en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés.

M'engage sans réserve à exécuter les prestations dans les conditions définies ci-après.

Le délai de validité de mon offre est fixé à 120 jours à compter de la date limite de remise des offres.

A remplir par les contractants du GROUPEMENT D'ENTREPRISES SOLIDAIRE

CONTRACTANT :

Le groupement d'entreprises solidaire :

1^{er} co-contractant - MANDATAIRE

La société **(à préciser)** dont le siège social est à **(à préciser)**

Représentée par **(à préciser)**

Numéro SIRET : **(à préciser)**

Numéro RCS : **(à préciser)**

Code NAF (anciennement APE) : **(à préciser)**

TVA intracommunautaire : **(à préciser)**

Téléphone : **(à préciser)**

Fax : **(à préciser)**

2nd co-contractant

La société **(à préciser)** dont le siège social est à **(à préciser)**

Représentée par **(à préciser)**

Numéro SIRET : **(à préciser)**

Numéro RCS : **(à préciser)**

Code NAF (anciennement APE) : **(à préciser)**

TVA intracommunautaire : **(à préciser)**

Téléphone : **(à préciser)**

Fax : **(à préciser)**

désignés ci-après par le « titulaire »

Après avoir pris connaissance du présent acte d'engagement valant cahier des clauses particulières (AE-CCP) et des documents qui y sont mentionnés et après avoir établi la déclaration prévue à l'article 48 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

Chaque membre du groupement, déclare sur l'honneur :

- 1) n'entrer dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner obligatoires prévus aux articles 45 et 48 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015.
- 2) être en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés.

Nous engageons sans réserve à exécuter les prestations dans les conditions définies ci-après.

Le délai de validité de notre offre est fixé à 120 jours à compter de la date limite de remise des offres.

L'entreprise est le mandataire des entrepreneurs du groupement titulaire solidaire.

PREAMBULE

Le Grand Palais des Champs Elysées, situé en bordure des Champs Elysées à Paris dans le 8^{ème} arrondissement, a été édifié pour l'exposition universelle de 1900. Classé en totalité monument historique, il dispose d'une superficie totale de 67 000 m², répartie sur 4 niveaux avec des entresolements. Il est affecté en totalité à la RMN-GP, mais il héberge actuellement plusieurs établissements recevant du public, indépendants et non communicants entre eux, dont l'un des principaux est le Palais de la Découverte qui occupe l'espace du Palais d'Antin depuis 1937.

Au total, près de 2,5 millions de visiteurs sont accueillis chaque année.

Construit en technique mixte (acier et pierre) et disposant de nombreuses et importantes verrières, le vaisseau principal du Grand Palais, à savoir la Nef, est long de près de 240 mètres et son sommet atteint 45 mètres.

Le Grand Palais a fait l'objet d'importants travaux entre 2001 et 2007, afin de protéger l'édifice en péril (restauration de la grande verrière de la Nef, reprise des fondations, restauration partielle de la façade sud/est). D'autres opérations ponctuelles de restauration (galerie sud/est, salon d'honneur notamment) ou mises à niveau technique ont depuis été entreprises, afin de maintenir en exploitation le site.

Le bâtiment du Grand Palais, classé en totalité monument historique, fait l'objet d'une vaste opération de restauration et d'aménagement qui concerne la totalité du site, y compris le Palais de la Découverte. Une partie de l'opération sera confiée à l'architecte en chef des monuments historiques (restauration), l'autre partie de l'opération, concernant l'aménagement, sera confiée à l'agence LAN, architecte retenue à l'issue d'une procédure de consultation en dialogue compétitif.

La mission relative au présent marché concerne les travaux relatifs aux prestations confiées aux deux maîtrises d'œuvre, ceci générant des documents d'études (APS/APD/PRO) distincts à chaque maîtrise d'œuvre. Les estimations financières se répartissent comme suit :

- Rénovation : 72 M €
- Aménagement : 130,5 M €

Le projet permettra la protection et la mise en valeur de la totalité du site, ainsi que la restitution de son unité spatiale d'ensemble (rétablissement des transversalités, notamment est/ouest, reconquête de l'éclairage naturel, notamment zénithal). Il permettra aussi de restituer sa cohérence d'ensemble (retrouver un bâtiment unique avec le rétablissement des circulations et des parcours de visites conformes à l'esprit du monument, des transparences, ainsi que les volumétries originelles des galeries).

L'intégration du bâtiment dans son site urbain est également un enjeu prioritaire (liens visuels et physiques du monument et de ses abords avec la ville).

Le projet a pour objectif de réaliser un outil efficient pour l'accueil de manifestations et d'activités de nature diverse (expositions temporaires, offre permanente du Palais de la Découverte, événements, locaux commerciaux, espaces de médiation,...) et d'en augmenter son potentiel, tant en termes de manifestations que de visiteurs, tout en répondant au besoin d'accueil du public et des œuvres.

Le programme fonctionnel du projet d'aménagement porte notamment sur :

- la création d'un espace d'accueil mutualisé (entre le Palais de la Découverte, les galeries d'expositions,...),

- l'extension et la mise en valeur des galeries d'expositions (restitution des volumes originels et aménagement intérieur hors scénographie d'exposition),
- la création de salles de conférence (auditoriums),
- la création de locaux de médiation d'auditoriums,
- la création d'un circuit de visite touristique,
- la création d'espaces destinés à accueillir des services commerciaux et/ou de réceptions,
- la création de l'ensemble des espaces et circuits associés (techniques, logistiques et tertiaires).

La mission de maîtrise d'œuvre doit aussi répondre à plusieurs enjeux majeurs associés, parmi lesquels :

- l'augmentation de la jauge du bâtiment, l'organisation des flux publics et logistiques, et des circulations horizontales et verticales,
- la mise à niveau technique et réglementaire du point de vue de l'accessibilité et de la sécurité incendie,
- la prise en compte de la qualité environnementale dans le bâtiment (dont traitement thermique de la grande Nef).

Le Grand Palais ne sera totalement fermé que pendant 2 ans.

Article 1 - Objet du marché

Le présent marché a pour objet la réalisation d'une inspection vidéo de l'état des descentes d'eaux pluviales sur une partie du Grand Palais. La mission consiste également à préciser les passages des colonnes de descentes dans les étages courants (repérage complet attendu).

Le contenu détaillé des prestations est indiqué à l'annexe 2 du présent marché.

Article 2 - Intervenants

2.1 - Maîtrise d'ouvrage :

Le maître d'ouvrage est l'Etablissement public de la Réunion des musées nationaux et du Grand Palais des Champs Elysées - 254-256 rue de Bercy -75 577 PARIS Cedex 12.

Il est désigné dans les différents documents sous le nom de "le maître d'ouvrage".

Il est cependant précisé que, sauf mention contraire spécifique, tous les actes relevant du maître d'ouvrage sont assurés par le mandataire.

2.2 - Mandataire

Le Mandataire désigné par le maître d'ouvrage conformément convention de mandat du 10 juin 2016 et son avenant n°1 en date du 30 novembre 2017 est : l'OPPIC – 30 rue du Château des Rentiers – CS 61336 – 75647 Cedex 13

Il est désigné dans les différents documents contractuels sous le nom de : « le pouvoir adjudicateur ».

Représentant du pouvoir adjudicateur habilité à donner les renseignements prévus par l'article 130 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics : La Présidente de l'OPPIC

JUSTIFICATION DE LA QUALITE DE LA PERSONNE SIGNATAIRE AU NOM DE L'OPPIC :

Décret du 1^{er} juillet 2015 portant nomination de la présidente de l'OPPIC–Décision de délégation de la Présidente de l'OPPIC n°2016-205 du 2 janvier 2017 modifiée.

Comptable assignataire des paiements : Mme l'Agent comptable de l'OPPIC

Ordonnateur : La présidente de l'OPPIC

2.3 - Maîtrise d'œuvre :

Elle est assurée par deux prestataires dont les missions se répartissent comme suit :

- a) Pour la partie Rénovation : l'Architecte en Chef des Monuments Historiques François Chatillon - 9 rue Ambroise Thomas -75009 Paris

ci-après dénommé « le maître d'œuvre MH ».

- b) Pour la partie Aménagement : le Cabinet LAN – 25 rue d'Hauteville – 75010 Paris

ci-après dénommé « le maître d'œuvre ».

2.4 - Ordonnancement, pilotage et coordination :

Une mission OPC sera confiée ultérieurement.

2.5 - Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé :

Cette mission est assurée par QUALICONSULT SECURITE en groupement avec AMO Solution.

QUALICONSULT SECURITE

24, rue des petites écuries
75010 PARIS

2.6 - Coordination des systèmes de sécurité incendie :

Elle est assurée par la maîtrise d'œuvre LAN dans le cadre d'une mission complémentaire dénommée "CSSI".

2.7 - Contrôle technique :

La mission de bureau de contrôle technique est attribuée à :

BUREAU VERITAS

67/71, boulevard du Château
92200 Neuilly-sur-Seine

Article 3 - Pièces constitutives du marché

En application de l'article 127 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, le pouvoir adjudicateur remet à la demande du titulaire, une copie de l'original du marché revêtue d'une mention dûment signée, par lui, indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire

en vue de permettre au titulaire de céder ou de nantir des créances résultant du marché, ou un certificat de cessibilité conforme à un modèle défini par arrêté du ministre chargé de l'économie.

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI, les pièces contractuelles constitutives du présent marché sont, par ordre de priorité décroissant :

- le présent document faisant office d'acte d'engagement et de cahier des clauses particulières et ses annexes :

Annexe 1 - Acte de sous-traitance

Annexe 2 - Cahier des charges

Annexe 3 - Décomposition du prix global et forfaitaire

Annexe 4 - Notice de sécurité à l'attention des entreprises

Annexe 5 - Convention interchange (Ediflex)

Annexe 6 - Charte graphique (SEDI)

Annexe 7 - Plans actuels tous niveaux du Grand Palais

- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI) approuvé par l'arrêté du 16 septembre 2009, option **B** en ce qui concerne l'utilisation des résultats (article 25 du CCAG-PI).

Article 4 - CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION

Il appartient au titulaire de définir en fonction des informations fournies par le pouvoir adjudicateur, les moyens à mettre en œuvre pour parvenir à exécuter sa mission.

Le titulaire s'engage, si cela était nécessaire pour mener à bien sa mission, à augmenter l'effectif de son équipe sans accroissement de sa rémunération.

4.1 - Autorisation et conditions d'accès

Le Grand Palais est un bâtiment en activité, avec des conditions d'accès restreintes, toutes les dispositions sont à prendre pour s'assurer du respect du règlement intérieur et de la confidentialité, et éviter toutes perturbations qui risqueraient de gêner ses activités. Dans le cadre des travaux de restauration et d'aménagement, il ne sera fermé totalement que deux ans. L'ouverture des espaces au public est prioritaire sur la réalisation de la présente mission. **Aucune intervention ne pourra s'effectuer en présence du public sauf accord express de la Maîtrise d'Ouvrage déléguée et de la Maîtrise d'Ouvrage.**

Les dates d'intervention sur site devront être définies entre le Maître d'Ouvrage déléguée et l'entreprise pour chaque campagne d'inspection, en fonction des activités événementielles et des impératifs de rendu des livrables de la commande.

L'accessibilité aux locaux doit faire l'objet d'une autorisation spécifique délivrée par la Maîtrise d'Ouvrage à solliciter par le titulaire. Le titulaire ne peut prétendre à une rémunération supplémentaire si l'autorisation ne lui est pas accordée pour la ou les dates d'intervention qu'il a prévues. Le titulaire devra impérativement demander ou confirmer par écrit à la Maîtrise d'ouvrage déléguée les demandes d'autorisation d'accès aux différentes zones du bâtiment, deux semaines avant intervention. Dans le cas de commande passée pour des interventions sous moins de deux semaines, la Maîtrise d'ouvrage déléguée réduira ce délai de demande d'autorisation et ciblera les zones à relever en fonction de l'activité du bâtiment.

En cas de non obtention de cet accord, le titulaire devra modifier ses dates d'intervention en conséquence, **sans pouvoir prétendre à une rémunération complémentaire.**

Par application du présent contrat, le donneur d'ordre se réserve le droit d'interrompre, par mail ou courrier, une intervention en cas d'incompatibilité avec les activités du site sans que le titulaire puisse prétendre à une rémunération supplémentaire.

Si les dates proposées par le titulaire ne sont pas disponibles ou compatibles compte tenu de l'activité de l'établissement, la Maîtrise d'ouvrage déléguée pourra imposer des dates et des durées d'intervention sur site précises.

Pour les occupants tiers du Grand Palais, le Maître d'Ouvrage pourra diffuser la liste des coordonnées au titulaire afin qu'il organise ses rendez-vous pour les visites de relevés sur site.

4.2 - Application du SEDI

Le titulaire du marché doit remettre ses plans sous format .dwg et .pdf en appliquant les principes définis par l'OPPIC (voir annexe n°6 au présent marché). Le titulaire devra déposer ses documents sur le système d'échange de données informatisées mis en place par l'OPPIC (Mezzoteam) dont un droit d'accès lui sera transmis.

Le titulaire se référera au cahier des charge de l'organisation des données informatisées (annexe 6 du présent marché).

Le titulaire remettra également au maître d'ouvrage un exemplaire papier des documents. Chaque document remis sous format informatique aura son équivalent au format papier.

Ce document contient l'ensemble des règles d'élaboration des données informatisées : plans et documents techniques et comporte notamment :

- Les règles de nomenclature des fichiers,
- La codification des locaux et des éléments de façade,
- La charte graphique qui définit la structure des données graphiques des fichiers Autocad.
- Les différentes listes : fichiers disponibles par bâtiments, codes, calques, blocs ...
- Les cartouches des différents bâtiments.

Tous les documents remis à l'OPPIC dans le cadre de l'accord-cadre devront être strictement conformes à l'ensemble des règles décrites dans le cahier des charges de l'organisation des données.

En cas de non-respect des règles prescrites, l'OPPIC refusera les documents jusqu'à ce qu'ils soient conformes.

4.3 - OBLIGATIONS DE SECURITE

Les interventions du titulaire devront s'inscrire dans le cadre de la Notice de sécurité figurant en annexe n°4 au marché.

Cette notice de sécurité est destinée aux entreprises et travailleurs indépendants, dans le cadre des interventions et investigations, sous Maîtrise d'Ouvrage Déléguée (OPPIC) et Maîtrises d'œuvre de conception et réalisation Cabinet Lan (partie aménagement) et l'Architecte en Chef des Monuments Historiques François Chatillon (partie rénovation).

Elle n'a pas pour vocation de se substituer aux documents de sécurité propres à chaque établissement dans lesquels les interventions vont se dérouler. Cette notice va préciser certaines dispositions importantes en matière de santé et sécurité au travail ainsi que les documents et informations à connaître.

En matière de prévention des risques liés aux interférences entre les investigations à réaliser (sondages structurels, sondages complémentaires en matière de recherche de matériaux dangereux, sondages géotechniques, etc.), une organisation spécifique est mise en place pour la coordination des interventions en milieux occupés.

Une cellule sécurité chantier animée par le groupement de CSPS AMO SOLUTIONS & QUALICONSULT SECURITE et constituée des divers acteurs du projet sera à même d'organiser la coordination des interventions du point de vue de la santé et de la sécurité, en concertation avec les chefs d'établissements ou les personnes en charge du volet HSE pour chaque établissement.

Concernant les risques qui seront identifiés lors du repérage des lieux réalisé dans le cadre de l'inspection commune préalable, le titulaire prendra préalablement toutes les mesures nécessaires à la protection des biens et des personnes.

Les risques suivants sont susceptibles d'être identifiés :

- Présence de réseaux sous tension, sous pression, aérien ou enterré : il s'agit de réseaux non consignables qui se situeraient à moins d'1 mètre de la zone d'intervention.
- Présence de matériaux et revêtement contenant du plomb ou dérivés : la présence de plomb devra être avérée par un diagnostic si l'intervention devait avoir lieu directement sur le matériau présentant un risque plomb.
- Présence d'amiante sous toutes ses formes : la présence d'amiante devra être avérée par un diagnostic si l'intervention devait avoir lieu directement sur le matériau présentant un risque amiante.
- Présence d'éléments fragiles (charpentes bois, platelage, éléments verriers,...) : le titulaire devra prévoir des protections individuelles de type harnais, ligne de vie, etc.

4.4 - SECRET PROFESSIONNEL

Le titulaire et ses collaborateurs sont tenus au secret professionnel pour tout ce qui a trait aux renseignements et documents recueillis au cours de leur mission.

Ils ne pourront faire aucun usage commercial des résultats des prestations sans l'accord préalable du maître d'ouvrage et du pouvoir adjudicateur.

Ils ne pourront pas communiquer les résultats des prestations à des tiers, à titre gratuit ou onéreux, qu'avec l'autorisation du maître d'ouvrage et du pouvoir adjudicateur.

Le titulaire et le représentant du pouvoir adjudicateur s'engagent, chacun pour sa part, à ne divulguer aucune information confidentielle qui, émanant de l'autre partie, pourrait parvenir à leur connaissance à l'occasion de l'exécution du marché.

Article 5 - Sous-traitance

Les dispositions de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 et de son décret d'application n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics (articles 62, 133 à 137) et de la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance (modifiée par la loi 2001-1168 du 12 décembre 2001) sont applicables.

Il est précisé par ailleurs que :

Les personnes physiques appelées à intervenir dans ce cadre devront présenter des garanties de compétences professionnelles au moins équivalentes, pour les tâches à effectuer, à celles des du titulaire.

A défaut, le représentant du pouvoir adjudicateur pourra récuser le sous-traitant proposé.

Dans l'éventualité où un sous-traitant confierait à un autre sous-traitant l'exécution d'une partie du marché dont il est chargé, le représentant du pouvoir adjudicateur exigera du sous-traitant dit de 1er rang la constitution d'une caution au bénéfice de son sous-traitant.

Le titulaire ou, en cas de groupement, le(s) cotraitant(s) du marché est (sont) tenu(s) de communiquer le ou les sous-traité(s) le(s) liant au sous-traitant au représentant du pouvoir adjudicateur, lorsque celui-ci en fait la demande.

Le titulaire ou, en cas de groupement, le(s) cotraitant(s) du marché qui, sans motif valable, 15 jours après avoir été mis par écrit en demeure de le faire, ne communique(nt) pas un sous-traité, encourt (encourent) la pénalité fixée à [l'article 8.2.3](#) du présent document.

Directive pour la rédaction de cette clause

- Cette clause est obligatoire (prendre a ou b, EN RAYANT LA MENTION INUTILE)

- le montant correspondant à la différence entre le montant du marché et le montant de l'ensemble des prestations sous-traitées, doit toujours être indiqué.

a) Je n'envisage pas de sous traiter.

b) Cas d'un titulaire unique : l'annexe n° 1 au présent marché indique la nature et le montant des prestations que j'envisage de faire exécuter par des sous-traitants payés directement, les noms de ces sous-traitants et les conditions de paiement des contrats de sous-traitance; le montant des prestations sous-traitées indiqué dans l'annexe constitue le montant maximal de la créance que le(s) sous-traitant(s) concerné(s) pourra(ont) céder ou présenter en nantissement.

c) Cas d'un groupement titulaire : l'annexe 1 au présent marché indique la nature et le montant des prestations que nous envisageons de faire exécuter par des sous-traitants payés directement, les noms de ces sous-traitants et les conditions de paiement des contrats de sous-traitance; le montant des prestations sous-traitées indiqué dans l'annexe constitue le montant maximal de la créance que le sous-traitant concerné pourra présenter en nantissement.

L'annexe n°1 au présent marché constitue une demande d'acceptation du sous-traitant concerné et d'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance, demande qui est réputée prendre effet à la date de notification du marché ; cette notification est réputée emporter acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance.

Le montant total des prestations que j'envisage de sous-traiter conformément à cette annexe est de :

EURO HT.

Article 6 - Montant du marché

Sur la base des conditions économiques en vigueur au mois de [mars 2018](#) – mois m0 , le montant de la rémunération de la mission est de : (montant en euros, en chiffres et en lettres) :

Montant en euros : [\(à préciser\)](#).

HT : [\(à préciser\)](#).

TVA : **(à préciser).**

TTC : **(à préciser).**

Soit en toutes lettres et hors taxes :

La décomposition de ces prix figure en annexe 3 au présent document.

Article 7 - Détermination des prix de règlement – Modalités de règlement

7.1 - Nature des prix

Les prix du marché sont fermes et sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois m0 fixé à [l'article 6](#) du présent document.

7.2 - Modalités d'actualisation des prix

Tel que prévu à l'article 6.1 du présent marché, les prix sont fermes et actualisables **si le début d'exécution des prestations** intervient plus de trois (3) mois après la date d'établissement des prix figurant au présent marché et par application de l'article 18 IV du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016..

Il sera fait application de la formule suivante :

$$PI = Po (In-3 / Io)$$

Formule selon laquelle :

. PI est le nouveau prix actualisé;

. Po est le prix de base du règlement des prestations figurant à l'acte d'engagement.

. In-3 est la valeur de l'indice, défini pour le marché, du mois n-3, n étant le mois de la date de l'acte portant début d'exécution des prestations.

. Io est la valeur de ce même indice correspondant au mois d'établissement des prix fixés dans l'acte d'engagement.

Les coefficients d'actualisation seront arrondis au millième supérieur.

7.3 - Choix de l'index de référence

L(es) index ou le(s) indice(s) de référence choisi(s) en fonction de sa (leur) structure pour représenter l'évolution du prix des prestations du titulaire faisant l'objet du marché est BT01.

7.4 - Modalités de règlement

Par dérogation à l'article 11 du CCAG prestations intellectuelles, la gestion des décomptes et acomptes par le titulaire est assurée par traitement informatique dans les conditions fixées à l'annexe n°4 du présent marché.

Le règlement des comptes est mis en œuvre dans les conditions fixées aux articles 11.2 à 11.8.3 du CCAG PI en tenant compte des dérogations mentionnées ci-après.

La date de réception par le représentant du pouvoir adjudicateur de la demande de paiement effectuée par le titulaire constitue le point de départ du délai global de paiement fixé au du décret

n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique.

Toutefois, ainsi que le prévoit le décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique, le point de départ du délai global de paiement est la date d'exécution des prestations lorsqu'elle est postérieure à la date de réception de la demande de paiement

L'échéancier des paiements obéira aux règles suivantes :

- Repérage des descentes d'EP : au prorata de l'avancement
- Rapports intermédiaires : au prorata de l'avancement
- Rapport final :
 - o 80 % à la remise du livrable
 - o 20 % à la validation du livrable

Le représentant du pouvoir adjudicateur se libérera des sommes dues au titre du présent marché en en faisant porter le montant au crédit du compte ouvert au nom du titulaire, à l'établissement bancaire suivant :

- du compte ouvert au nom de: **(à préciser)**
- à l'établissement bancaire suivant : **(à préciser)**
- de l'agence : **(à préciser)**
- sous le numéro de compte : **(à préciser)**
- Code établissement : **(à préciser)** Code guichet : **(à préciser)** Clé RIB/RIP : **(à préciser)**
- adresse exacte de l'établissement bancaire : **(à préciser)**
- IBAN : **(à préciser)**
- BIC : **(à préciser)**

Toutefois, en application de l'article 6 de la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance, le représentant du pouvoir adjudicateur se libérera des sommes dues aux sous-traitants bénéficiant du paiement direct en faisant porter les montants au crédit de leurs comptes désignés dans les annexes, les avenants ou les actes spéciaux.

Il est précisé que les versements s'effectueront en euros.

Article 8 - Durée – délais d'exécution – pénalités

8.1 - Durée - délais d'exécution

Le délai d'exécution du présent marché démarre à compter de sa notification. La durée globale du marché est de 4 mois en raison des contraintes d'accès au site.

Les rapports intermédiaires sont à remettre dans un délai de 7 jours suite à chaque campagne d'inspection. Le rapport final est à remettre dans un délai de 15 jours suite à la fin de la dernière campagne d'inspection.

8.2 - Pénalités

L'application des pénalités sera effectuée par précompte sur les décomptes mensuels du titulaire.

Les pénalités de retard sont considérées comme des indemnités ayant pour objet de réparer un préjudice subi par le représentant du pouvoir adjudicateur du fait du retard pris par le titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles ; elles sont donc situées hors du champ d'application de la TVA.

Par dérogation à l'article 3.2.4 du CCAG-PI, lorsque le délai dont dispose le titulaire expire un samedi, dimanche ou jour férié, le délai n'est pas prolongé jusqu'au jour ouvré suivant, la pénalité correspondante s'appliquant à partir du premier jour suivant l'expiration du délai et s'achève le jour de la date réelle de fin d'exécution de la prestation.

Par dérogation à **l'article 14.1 du CCAG-PI** et en cas de retard, le titulaire encourt les pénalités suivantes :

8.2.1 - Dépassement des délais de production des documents

En cas de retard dans la remise d'un document, le titulaire encourt une pénalité par jour calendaire de retard fixée comme suit : 50 HT par jour de retard

8.2.2 - Production des attestations d'assurance de responsabilité civile

Conformément à l'article 13 du présent marché, le titulaire est tenu de communiquer au pouvoir adjudicateur ses attestations d'assurances dans un délai de 15 jours à compter de la notification du marché.

En cas de retard dans la remise de ces documents, la pénalité suivante sera appliquée : 50 € HT par jour de retard.

8.2.3 - Transmission des contrats de sous-traitance au pouvoir adjudicateur

Conformément à l'article 5 du présent marché, le titulaire est tenu de communiquer le ou les contrats de sous-traitance au représentant du pouvoir adjudicateur lorsque celui-ci en fait la demande.

En cas de retard dans la remise de ces documents et par dérogation à l'article 3.6.3 du CCAG-PI, la pénalité suivante sera appliquée : 50 € HT par jour de retard.

Article 9 - Cession de créance

A) Titulaire unique ou groupement titulaire avec paiement sur compte unique

Le montant maximal de la créance que le titulaire pourra céder est de en hors taxes (en lettres et en chiffres, montant forfaitaire total marché diminué de la sous-traitance envisagée) :

- en euros HT :

.....

Conformément à l'article 128 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics et aux articles L 313-23 à L 313-29 du Code monétaire et financier, toute notification de cession ou de nantissement relative au présent marché sera faite auprès de l'agent comptable de l'OPPIC.

B) Groupement titulaire – Paiement sur comptes bancaires séparés

Le montant maximal de la créance que le groupement titulaire pourra céder est de en hors taxes (en lettres et en chiffres, montant forfaitaire total marché diminué de la sous-traitance envisagée) :

- 1^{er} cotraitant – Mandataire

en euros HT :

.....

- 2^{ème} cotraitant

en euros HT :

.....

Conformément à l'article 128 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics et aux articles L 313-23 à L 313-29 du Code monétaire et financier, toute notification de cession ou de nantissement relative au présent marché sera faite auprès de l'agent comptable de l'OPPIC.

Article 10 - Résiliation – Mesures coercitives

Il sera fait, le cas échéant, application du **chapitre 7 du CCAG-PI (articles 29 à 34)** avec les précisions et dérogations suivantes:

10.1 - Résiliation pour motif d'intérêt général

Si le pouvoir adjudicateur décide la cessation définitive de la mission du titulaire pour motif d'intérêt général dans le cadre de **l'article 33 du CCAG-P**, le titulaire a le droit d'être indemnisé du préjudice qu'il subit éventuellement du fait de cette décision. Pour la fixation de la somme forfaitaire figurant au crédit du titulaire, à titre d'indemnisation, le pourcentage est fixé à quatre pour cent (4%).

10.2 - Résiliation du marché aux torts du titulaire

Par dérogation **à l'article 34.3 du CCAG-PI** si le présent marché est résilié dans l'un des cas prévus **à l'article 32.1 du CCAG-PI**, le marché est résilié sans indemnité et la fraction des prestations déjà accomplies par le titulaire et acceptées par le pouvoir adjudicateur est rémunérée avec un abattement de **10%**. Le pourcentage d'abattement est fixé à **5%**, si la résiliation est prononcée dans les cas prévus **aux c), j) et k) de l'article 32.1 du CCAG-PI**.

En complément, il est spécifié que dans le cas où il manquerait à ses obligations contractuelles, une mise en demeure préalable lui est adressée, précisant les points sur lesquels le titulaire est défaillant.

Le délai qui lui est accordé pour pallier cette défaillance est fixé à **15** jours à dater de la réception de la mise en demeure.

10.3 - Exécution de la prestation aux frais et risques

En application de **l'article 36 du GGAG-PI**, le pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée pour faute du titulaire.

Par dérogation à **l'article 36.1 du GGAG-PI**, la mise au frais et risques peut intervenir même en l'absence décision de résiliation après une mise en demeure restée infructueuse si celle-ci le mentionne expressément.

Article 11 - Achèvement de la mission

L'achèvement de la mission du titulaire fait l'objet d'une décision établie sur sa demande par le représentant du pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 27 du CCAG-PI et constatant que le titulaire a rempli toutes ses obligations. Le délai de garantie court à compter de cette date.

Article 12 - Avance

Une avance de 5% (cinq pour cent) pourra être versée au titulaire, dans les conditions prévues aux articles 110 à 113 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

JE (NOUS) REFUSE (REFUSONS) de percevoir l'avance.

J' (NOUS) ACCEPTE (ACCEPTONS) de percevoir l'avance.

(rayer la mention inutile).

Article 13 - Différends et litiges

Le tribunal administratif compétent est celui de **Paris** pour tous différends et litiges qui pourraient survenir à l'occasion de l'exécution du marché.

Toutefois le différend peut être soumis à l'avis du Comité consultatif du règlement amiable.

Article 14 - Assurances

Le titulaire doit être titulaire d'une police d'assurance destinée à couvrir ses responsabilités civiles et professionnelles ainsi que décennales. Il remettra au représentant du pouvoir adjudicateur dans un délai de 15 jours suivant la notification du marché l'attestation où devront figurer :

- les sommes assurées,
- les franchises,
- les taux des primes.

Article 15 - Déclaration

Par la signature du présent document, après avoir pris connaissance des documents qui y sont mentionnés et après avoir établi la déclaration prévue à l'article 48 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics:

Affirme sous peine de résiliation de plein droit du marché ou de sa mise en régie, à mes torts exclusifs et frais et risques ou aux torts exclusifs et frais et risques de la société pour laquelle j'interviens, que je ne tombe pas ou que ladite société ne tombe pas sous le coup de l'interdiction découlant de l'article 45 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015.

Article 16 - Dérogations

Dérogations au CCAG-PI introduites par le marché :

Article du CCAG	Intitulé	Article du marché
3.2.4	Durée - Délais d'exécution - Pénalités	8
3.6.3	Pénalités	8.2.3
4.1	Pièces contractuelles – Ordre de priorité	3
11	Modalités de règlement	7.4
14.1, 3.2.4	Pénalités pour retard	8
34.3	Décompte de résiliation – Au crédit du titulaire – Au débit du titulaire	10.2
36.1	Mesures coercitives	10.3

Le titulaire

Est acceptée la présente offre

A **(lieu à préciser)** le, **(date à préciser)**

	PARTIE RÉSERVÉE A L'ADMINISTRATION
--	---

Est acceptée la présente offre pour valoir acte d'engagement et cahier des clauses particulières.

Le présent document comporte les annexes énumérées ci-après :

- Annexe 1 - Acte de sous-traitance
- Annexe 2 - Cahier des charges
- Annexe 3 - Décomposition du prix global et forfaitaire
- Annexe 4 - Notice de sécurité à l'attention des entreprises
- Annexe 5 - Convention interchange (Ediflex)
- Annexe 6 - Charte graphique (SEDI)
- Annexe 7 - Plans actuels tous niveaux du Grand Palais

A Paris, le

Le représentant du pouvoir adjudicateur

Le chef de la mission Grand Palais

Gérard Gazon

	NOTIFICATION DU MARCHE AU TITULAIRE
--	--

La notification transforme le projet de marché en marché et le candidat en titulaire. Elle consiste en la remise d'une photocopie du marché au titulaire. Cette remise peut être opérée par lettre recommandée avec accusé de réception ou par remise contre récépissé. Dans ce dernier cas, le titulaire signera la formule ci-dessous.

Reçu à titre de notification une copie du présent marché.

A _____, le

Signature du titulaire